

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Apres-la-venue-de-Mario-Monti-la>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **Après la venue de Mario Monti, la tension remonte contre la THT**

17 janvier 2008

Après la venue de Mario Monti, la tension remonte contre la THT

Hier matin, le médiateur européen Mario Monti était à Perpignan, en préfecture, où il a rencontré les opposants à la THT et les parlementaires locaux. Ses déclarations, suivant le sommet franco-espagnol, ont déclenché de très vives réactions.

Cette fois-ci, le charme latin n'a pas vraiment opéré. La venue de Mario Monti, en novembre dernier, avait suscité des illusions raisonnables auprès des opposants à la THT, des élus et des parlementaires locaux qui s'étaient, pour la plupart, sentis compris dans leurs inquiétudes et leurs aspirations. Hier, deux arguments ont porté un coup dur aux négociations : d'une part, le sommet franco-espagnol du 10 janvier a évoqué un "enfouissement partiel" et non total de la ligne THT ; d'autre part, d'ici le 30 juin, le dossier doit être réglé, géographiquement, techniquement, financièrement.

A l'issue de leur rencontre avec le médiateur européen, les opposants du Collectif Non à la THT et du Sydeco tenaient des propos très forts : "Je suis plus que jamais révolté", lançait Jean-Jacques Planes, appelant à une mobilisation de tout le département contre "un essai de passage en force de la THT". Comme une impression de retour à la case 2003-2004...

Réglé au 30 juin. Entre la première visite de Mario Monti et la seconde, il y a eu un rapport d'étape du 12 décembre 2007, distribué hier à tous les intervenants, et le compte-rendu du sommet franco-espagnol du 10 janvier 2008. Tout d'abord, le médiateur européen s'est voulu rassurant, en démentant l'hypothèse d'un passage de la ligne par Le Perthus, avancée par M. Zapatero. A ce jour, a affirmé Mario Monti, le tracé de la ligne n'est absolument pas défini. Mais, nous l'avons dit précédemment, il doit l'être pour le 30 juin 2008. C'est-à-dire à marche forcée. En effet, le médiateur devait rendre son rapport définitif en septembre 2008 ; mais, expliquait-il, devant l'urgence de la situation, il a "nourri le sommet franco-espagnol, dans la plus grande mesure possible, des préoccupations des populations. J'ai donc rédigé rapidement un rapport d'étape, que j'ai présenté aux deux états le 12 décembre 2007".

Seulement voilà. S'il est vrai que dans son rapport d'étape M. Monti exprime bien les inquiétudes économiques et environnementales des habitants des Pyrénées-Orientales, s'il demande bien "d'apporter des réponses quantifiables" et une "vision à long terme" à la question de l'interconnexion, rien n'indique, au contraire, que toute solution aérienne du projet sera bannie. Ce qui a renforcé le

mécontentement des acteurs de la lutte anti-THT, qui ont exprimé leurs craintes d'une mauvaise surprise pour le mois de juin 2008, après la période critique des élections.

Enfouissement partiel. Si la notion "d'enfouissement partiel" de la ligne a été reprise par le document émanant du sommet franco-espagnol, c'est que le rapport d'étape de Mario Monti lui-même l'évoque. Le médiateur assumait totalement le fait, déclarant : "Il fallait faire accepter l'idée d'enfouissement, et je me considère satisfait que pour la première fois, dans un document signé par deux chefs d'Etat, il soit question d'enfouissement." Et de renvoyer à ses interlocuteurs, le soin de faire que "l'enfouissement soit riche plutôt que pauvre".

Enfin, l'enfouissement de la ligne étant subordonné à "des conditions économiques et techniques acceptables", on se retrouve loin de cette enveloppe financière illimitée abordée en novembre dernier par M. Monti. Hier, on parlait "de mesures d'accompagnement du développement et de l'aménagement du pays dans certains de ses aspects", ce qui n'était plus tout à fait pareil, et faisait penser à une solution souterraine en pointillés.

C'est sans doute pour avoir beaucoup espéré de la médiation de Mario Monti, que les opposants à la THT ont été amèrement déçus par cette deuxième réunion, laquelle devrait en précéder d'autres. Mais, d'ici le mois de juin, il reste juste six tout petits mois pour régler une situation qui n'a fait que s'engluer pendant 6 ans. Vendredi matin, à 9 h 45, à son arrivée à l'aéroport de Perpignan où il vient signer les accords du Grenelle de l'environnement, Jean-Louis Borloo sera attendu par les opposants à la THT. Qui lui parleront du pays... Encore une fois.

Réactions

J.-C. Péralba, Sydeco 66 : "Je note que la décision concernant la THT est incontestable, et la notion d'enfouissement mentionnée partiellement seulement. Nous revenons donc à 2001, avec un tracé dans la plaine du Roussillon, relooké, mais qui ressemblera au tracé initial. C'est un essai de passage en force. Il ne nous reste que la possibilité d'un nouveau débat public, puisqu'il s'agit d'un dossier transfrontalier".

J.-J. Planes, Collectif Non à la THT : "M. Monti a dit que c'était à nous de faire bouger le curseur, c'est-à-dire d'influer pour que la ligne soit enfouie le plus possible, eh bien, il va le voir s'affoler le curseur ! Ce soir même à Villemolaque, nous allons constituer des bataillons, je dis bien des bataillons, comme nous l'avons fait en Vallespir, et nous allons imaginer un autre acte fort, comme le serment de Montferrer, pour mobiliser l'ensemble du département."

Ch. Bourquin, président PS du conseil général : "La mission de M. Monti apparaît comme un nouveau couac dans le maladroit dossier de la THT. Sa mission consiste à temporiser afin de nous faire passer le cap des élections municipales et cantonales, ensuite on nous dira que l'enfouissement de la ligne n'est pas possible. Je crains que nous n'entrions alors dans une nouvelle phase d'oppositions et d'affrontements."

J.-P. Alduy, sénateur-maire UMP de Perpignan : "M. Monti a eu un rôle très positif dans ce dossier. Pour la première fois, dans un document d'Etat, nos revendications, le caractère exceptionnel de l'interconnexion, l'enfouissement de la ligne, sont pris en compte. Mais, où nous devons faire preuve d'une grande vigilance et d'une union sans faille, c'est que malgré ces acquis le mot partiel est accolé à l'enfouissement de la ligne. De plus, le calendrier, d'ici le 30 juin, n'est pas connu, ni ses modalités d'application."

Les anti-THT des deux côtés se retrouvent samedi à Perpignan

Depuis qu'il est confronté au dossier de la THT, le médiateur européen Mario Monti a inclus

"L'Indépendant" dans sa revue de presse au même titre que le "Financial Times" ou "Il Corriere de la Sera".

Selon lui, la rencontre qu'il avait tenue le matin même à Perpignan en comparaison avec celle de Gérone, avait été "un peu plus complexe". "Pour deux raisons", a-t-il souligné : "D'abord, mes interlocuteurs avaient l'impression que le tracé avait déjà été décidé. Ensuite, ils n'avaient pas eu connaissance de la déclaration conjointe entre la France et l'Espagne. Ce qui, vous en conviendrez, n'est pas un mince détail. Or, le tracé n'est pas décidé du tout. Il ne le sera pas avant le 30 juin, et sur ma proposition". M. Monti a également mentionné qu'il avait l'impression que les conclusions de la cellule de crise du collectif anti-THT avaient été émises avant d'avoir pris connaissance de la déclaration conjointe des deux États.

Le médiateur européen est confronté à deux oppositions à la THT, fort différentes. Côté nord, ell est "monolithique" et côté sud, les anti-MAT ne sont pas soutenus par leurs élus. C'est ce que constatait, hier, Francesc Xavier Quer Bosch, porte-parole de l'AMMAT (association des maires contre la ligne à très haute tension), à l'issue de la rencontre de Gérone. "En Catalogne du nord, la pression est très forte et tous sont unis. Ici, aucun parti ne nous soutient ! Et la société civile, non plus. Or, l'État veut que la ligne passe et avance des arguments : il existe un déficit électrique qu'il faut résoudre. Mais les gens ne sont pas conscients que cette infrastructure se fera au détriment de l'environnement".

Les collectifs et les associations de maires des deux côtés de la frontière se voient samedi à Perpignan pour mettre au point une "stratégie commune". Mario Monti, de son côté va rencontrer les élus européens, ceux du parlement catalan et les élus locaux.